

STOP RÉGRESSION !



RÉFORME CERTIFIÉE
NOCIVE !

LE 31 OCTOBRE À 14H00, GAGNONS LA RELANCE DU PERPIGNAN-RUNGIS !

Les mobilisations organisées par la Fédération CGT des cheminots ont eu de l'écho bien au-delà de l'entreprise et ont obligé le Gouvernement à prendre des engagements. Pourtant, aujourd'hui, ils ne sont toujours pas tenus.

Ce Gouvernement, sous la contrainte, a mis en place un Comité de Pilotage associant le Ministère des Transports, la SNCF, les Conseils Régionaux et départementaux concernés, des représentants du MIN de Rungis et du marché de Perpignan ainsi que les chargeurs sur l'avenir de ce train.

UN MANQUE DE COURAGE POLITIQUE

Alors que la ministre E. Borne s'est engagée à ce que la circulation reprenne le 1^{er} novembre, FRET SNCF semble vouloir se désengager et a annoncé ne plus vouloir assurer ce train des primeurs ! Pourtant, les sillons sont disponibles, les wagons sont rénovés. Il manque le transporteur : la SNCF !

La direction de la SNCF se retranche derrière la vétusté du parc wagon, cependant c'est bien la politique mise en œuvre depuis la libéralisation du transport ferroviaire de marchandises qui est en cause !

L'ouverture à la concurrence devait apporter plus de trafics, c'est le contraire qui s'est produit et la part modale du transport routier ne cesse d'augmenter. **Si ce train est définitivement supprimé, il sera, une fois encore, remplacé par des camions.**

Dans sa recherche effrénée de réduction des coûts, la direction a détruit des milliers d'emplois, et n'a pas fait les investissements nécessaires pour l'avenir de l'activité. La Fédération CGT des cheminots est intervenue de nombreuses fois sur l'absence de politique de recherche et de développement à FRET SNCF. **L'urgence n'est pas aux « wagons connectés », mais aux wagons réfrigérés !**

La mise en œuvre de la réforme ferroviaire prévoit de changer le statut de FRET SNCF en Société par Actions Simplifiée (SAS) avec, par conséquent, une autonomie renforcée vis-à-vis des pouvoirs publics.



Alors que les élus locaux prennent position pour le Perpignan-Rungis et que le Gouvernement dit vouloir une solution ferroviaire pérenne, la direction SNCF annonce qu'elle se désengage !

À l'évidence, la réforme ferroviaire rend l'État incapable de mettre en œuvre une politique des transports conforme aux enjeux sociaux et environnementaux. C'est le marché qui arbitre et non plus la puissance publique.

Depuis plusieurs mois, le chiffre d'affaires de FRET SNCF est en baisse, avec des pertes de marchés importantes, comme celui de GEFCO, annoncée au cœur de l'été par la direction FRET.

La délégation CGT du CSE est intervenue une nouvelle fois sur l'avenir de FRET SNCF et les élus du CSECGPF, à l'unanimité, ont lancé une procédure de droit d'alerte économique concernant l'ensemble de l'entreprise, avec de nombreuses interrogations sur l'avenir du transport ferroviaire de marchandises SNCF.

Tous les cheminots sont impactés par ce nouveau recul du FRET SNCF.

La CGT exige :

- La relance effective du train primeurs Perpignan-Rungis, et plus largement du FRET SNCF ;
- Le report vers le rail public d'une partie des primeurs en circulation entre les ports et les marchés d'intérêt national.

En conséquence, la CGT appelle les cheminots à se mobiliser nationalement et à se rassembler pour l'avenir du Perpignan-Rungis et du FRET SNCF le 31 octobre 2019 à 14 H au cœur du MIN de Rungis (des transports seront organisés depuis Paris Gare de Lyon, rapprochez-vous de vos délégués CGT).

CHEM'ACTION !

Montreuil, le 16 octobre 2019

